

## PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

PREFECTURE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DE LA  
COORDINATION ET DE  
L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE  
L'ENVIRONNEMENT

### Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**ARRÊTÉ** portant enregistrement de la Communauté des Communes de la Haute Saintonge pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de CLERAC (17270).

**LE SECRETAIRE GENERAL**  
Chargé de l'administration de l'État  
dans le département

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

**VU** le SDAGE Adour-Garonne, le SAGE Isle Dronne, les plans déchets, la carte communale de CLÉRAC ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L.512-7) du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L.512-7) du 12 décembre 2014 relatif à relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

**VU** la demande présentée en date du 19 juin 2018 et complétée le 3 mai 2019 par la Communauté de Communes de la Haute Saintonge dont le siège social est au 7 rue Taillefer à JONZAC Cedex (17501) pour l'enregistrement d'une installation de stockage inertes (rubriques n°2760-3 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de CLÉRAC (17270) et pour l'aménagement des articles 25 et 26 de prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

**VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ainsi que l'aménagement sollicité au titre des articles 25 et 26 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 08-956 délivrés antérieurement le 25 mars 2008 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 juin 2019 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**VU** l'absence d'observations du public recueillies entre le. 15 juillet 2019 et le 12 août 2019 ;

**VU** l'absence d'avis des conseils municipaux consultés entre le.15 juillet 2019 et le 27 août 2019 ;

**VU** que la Communauté de Commune de la Haute Saintonge est propriétaire du site ;

**VU** l'avis favorable du maire de la commune de Clérac sur la proposition d'usage futur du site ;

**VU** le rapport du 30 septembre 2019 de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 17 octobre 2019 ;

**VU** l'absence d'observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 29 octobre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que les circonstances locales, proximité avec la déchèterie, nécessitent les prescriptions particulières suivantes pour la protection des intérêts listés à l'art L 511-1 du code de l'environnement en particulier l'aménagement par rapport à la qualité de l'air et des mesures de poussières ;

**CONSIDÉRANT** que les demandes, exprimées par la Communauté de Communes de la Haute Saintonge, d'aménagements des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé du 12 décembre 2014 (art 25 et 26.) ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions de l'article 2.1.1 du présent arrêté,

**CONSIDÉRANT** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation dévolu à un retour à l'état naturel

**CONSIDÉRANT** que le milieu ne justifie pas le basculement en procédure autorisation

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de la Charente-Maritime;

## ARRÊTE

### TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

##### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

L'installation de la Communauté de Communes de la Haute Saintonge représentée par M. BELOT Claude, le Président dont le siège social est situé à 7 rue Taillefer à Jonzac (17501), faisant l'objet de la demande susvisée du 19 juin 2018 complétée le 3 mai 2019, est enregistrée.

Cette installation est localisée sur le territoire de la commune de CLÉRAC (17270), au lieu-dit « Bourdeleau » sur la parcelle cadastrée A 690 d'une superficie de 6600 m<sup>2</sup>. Elle est détaillée au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

L'exploitation de l'installation est autorisée pour une durée de 10 ans à compter de la notification de l'autorisation.

#### CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

##### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume
2760-3	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720	Installation de stockage de déchets inertes	2000 m <sup>3</sup> /an Total : 20000 m <sup>3</sup>

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

##### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Superficie (m <sup>2</sup> )	Lieux-dits
CLÉRAC	ZL 45 ou A 690	6600	Bourdeleau

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 19 juin 2018 complétée le 3 mai 2019.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, au besoin, aménagées par le présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

### **ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un retour à l'état naturel. Le remblaiement se fera de manière coordonnée suivant les 3 phases d'exploitation.

La première phase sur 2 ans avec une partie du remblaiement déjà effectué avec maintien d'une voie interne. La zone sera nivelée et recouverte de terre végétale de 10 cm d'épaisseur suivi d'un ensemencement de prairie naturelle.

Lors de la phase 3 durant 4 ans comme la précédente le remblaiement, la voie interne de circulation sera supprimée.

## **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées.

### **ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 12 décembre 2014 relatif à relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

### **ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS**

En référence à la demande de l'exploitant du 3 mai 2019 (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions des articles :

- 25 sur la surveillance de la qualité de l'air de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 ;
- 26 sur les valeurs limites de bruit de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 ;

sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

---

### CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

#### **ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DES ARTICLES 25 ET 26 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 12 DÉCEMBRE 2014 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT RELEVANT DE LA RUBRIQUE N° 2760**

En lieu et place des dispositions des articles 25 et 26 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, l'exploitant dispose d'une dérogation pour ne pas les réaliser respectivement du fait du faible niveau d'activité avec des apports ponctuels et de l'éloignement de zones habitées.

#### **ARTICLE 2.1.2. AMÉNAGEMENT DES ARTICLES 25 ET 26 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 12 DÉCEMBRE 2014 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT RELEVANT DE LA RUBRIQUE N° 2760**

L'inspection des installations classées, se réserve le droit, en cas de plainte, d'imposer à l'exploitant la réalisation des prescriptions prévues aux articles 25 et 26 de l'arrêté susvisé.

En cas de contrôle inopiné, ils seront réalisés aux frais de l'exploitant.

---

## TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

---

### **ARTICLE 3.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.2. EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, les maires des communes de CLÉRAC et MONTGUYON, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

### **ARTICLE 3.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (combinaison des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 et du code de l'environnement)**

En application des articles L. 514-6 et du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La Rochelle, le

**14 NOV. 2019**

Le Secrétaire Général,  
chargé de l'administration  
de l'État dans le département

Pierre-Emmanuel PORTHERET

